



## Déclaration des Coalitions de l'Afrique Francophone pour la Cour Pénale Internationale «CAF-CPI» relative à la crise au Sénégal

*Le 14 juin 2023*

**Abidjan, Bangui, Bamako, Bujumbura, Conakry, Kinshasa, N'Djamena, Ouagadougou, Rabat.**

Premier pays à avoir ratifié le Statut de Rome de la CPI dans le monde, modèle de démocratie et de stabilité dans la sous-région Ouest Africaine, le Sénégal est en proie depuis quelque temps à une crise socio-politique qui risque de remettre en cause tous ses acquis politiques et économiques si rien n'est fait.

Le 1er juin 2023, l'opposant Ousmane Sonko poursuivi pour viols et menaces de mort a été condamné à deux ans de prison ferme pour "corruption de la jeunesse". À l'annonce de ce verdict, des manifestations spontanées et violentes ont eu lieu dans plusieurs villes du Sénégal. La violente répression de ces manifestations par les forces de l'ordre à Dakar et à Ziguinchor a causé la mort de 16 personnes, occasionné plus de 500 arrestations dont des mineurs, selon les autorités, et fait au moins 390 blessés (Croix-Rouge sénégalaise).

Face à cette situation qui risque de dégénérer et occasionnée encore d'autres violations massives des droits humains et afin de ne pas encourager à la récurrence d'autres crimes, les Coalitions de l'Afrique Francophone pour la Cour Pénale Internationale (CAF-CPI) demandent :

- **Au gouvernement sénégalais de diligenter une enquête impartiale et indépendante pour établir les responsabilités et les circonstances des morts lors des manifestations**
- **A la CEDEAO d'envoyer des émissaires sur place pour faciliter le dialogue entre les différents protagonistes**
- **Au Procureur de la Cour Pénale Internationale de surveiller la situation au Sénégal et d'envoyer un signal fort aux différentes parties**



---

**Pour Les Coalitions de l'Afrique Francophone pour la CPI,**

**Le Coordonnateur**

**ALI Ouattara**

Organisations Signataires.

- 1. Coalition Burundaise pour la CPI
- 2. Coalition Centrafricaine pour la CPI
- 3. Coalition Guinéenne pour la CPI
- 4. Coalition Ivoirienne pour la CPI
- 5. Coalition Malienne Pour la CPI
- 6. Coalition Marocaine pour la CPI
- 7. Coalition Tchadienne pour la CPI
- 8. ONGs : Bureau d'études et de réflexions sur le bien être des communautés (Berco) et Club des amis du droit du Congo (CAD) ( RDC)
- 9. Association Nurukyor pour la paix (Burkina Faso).